

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Saône-et-Loire	Subdivision : 71M
Nom de l'inspecteur : R. MORGE Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 15/07/2010 Date de l'inspection : 03/08/2010 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle	
motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées	
Société : Société SCHIEVER DISTRIBUTION Commune : Sanvignes-les-Mines Activité : Entrepôts	AUTORISATION Priorité : autre
Liste des installations inspectées : Établissement Thème : Conformité de l'établissement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 17 août 2005 - Arrêté ministériel du 15 avril 2010 réglementant les entrepôts	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : M. GUYOT - Responsable Maintenance et Projets M. MAISSE - Responsable Entrepôt	
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : L'entrepôt de Sanvignes-les-Mines emploie 33 personnes et stocke essentiellement du matériel de bricolage et des produits non-alimentaires pour supermarchés. L'entrepôt comporte deux cellules de stockage séparées par des murs et portes coupe-feu, soit 12 000 m² et un hangar de 2 046 m². A l'extérieur, sont stockés des produits divers notamment du bois. Si les quantités de bois sont supérieures à 1000 m³, il conviendra que l'exploitant en fasse la déclaration au titre des ICPE. L'arrêté préfectoral du 17 août 2005 qui régit l'établissement avait pris en compte le projet de création d'un bâtiment pour du stockage de liquides inflammables. Cette extension n'a pas eu lieu et ne devrait plus être engagée. L'autorisation correspondante (nouveau bâtiment et stockage de LI classé sous la rubrique 1432.2.b de la nomenclature) est caduque en application de l'article R 512-74 du code de l'environnement. Globalement, les installations sont plutôt bien exploitées et entretenues. L'inspection a mis en évidence de nombreux écarts ; toutefois, ces écarts, souvent mineurs, peuvent faire l'objet d'actions correctives rapidement. Ces points sont détaillés ci-après. Prévention de la pollution de l'eau - Article 11.1 -Limitation des consommations d'eau L'exploitant devra relever les compteurs d'eau régulièrement et mettre en place un registre pour noter sa consommation. - Article 11.2 - Réseaux L'exploitant devra vérifier que tous ses raccordements au réseau public de distribution d'eau sont munis d'un dispositif de disconnection, sinon les mettre en place. - Article 11.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux Une petite cuve mobile de fuel destinée à l'alimentation des groupes sprinkler ne dispose pas de rétention. Il est demandé à l'exploitant de placer cette cuve sur rétention. Les conduites d'évacuation des eaux sont équipées de vannes. L'exploitant devra identifier ces vannes et indiquer leurs positions d'ouverture et de fermeture. D'une façon générale, il est souhaitable que l'exploitant dispose sur le site de plans des réseaux détaillés et plus lisibles que celui présenté lors de l'inspection.	

- Article 14 - Valeurs limites
L'arrêté prévoit qu'une convention soit passée entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration. L'exploitant se rapprochera du gestionnaire précité pour l'application de cette disposition.

Bruit

- Article 22.3 - Contrôles périodiques
Absence de contrôle du niveau sonore sur le site. L'exploitant devra faire réaliser les mesures prévues (cf. devis présenté).

Sécurité

- Article 28 (AM du 15 janvier 2008) - Foudre
L'analyse du risque foudre imposée par l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 (ARF) est à faire (cf. devis présenté).
- Article 31 - Exploitation
Il est demandé à l'exploitant de veiller à maintenir les issues de secours dégagées.
Pour les produits dangereux stockés ou utilisés sur le site, l'exploitant devra disposer des fiches techniques ou de sécurité.
- Article 32.2 - Formation
Le personnel n'est pas en général formé à la sécurité sauf 2 ou 3 personnes. Ce point doit être amélioré.
- Article 32.3 - Consignes
L'exploitant devra établir des consignes de sécurité conformément aux dispositions de l'AP et celles du point 2.4.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/10 (entrepôt).
- Article 32.4 - Plan d'intervention
Le plan d'intervention en cas de sinistre est à mettre en place.
- Article 32.5.1 - Moyens de secours et d'intervention - moyen matériel
L'exploitant devra s'assurer auprès des services d'incendie et de secours de la conformité des poteaux incendie aux dispositions de l'arrêté (pression – débit).

Prescriptions particulières

- Article 36 - Prescriptions relatives à la charge des accumulateurs
Les installations ne répondent pas aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Des prescriptions particulières sont prévues pour ce type d'installation dans l'arrêté ministériel du 15/04/10 (point 2.2.15 de l'annexe I). Il est demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à ces dispositions et de mettre ses installations en conformité.
- Article 37 - Prescriptions complémentaires relatives aux installations de combustion consommant du gaz naturel
Le dispositif de coupure de gaz extérieur devra être signalé et comporter une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
L'installation devra être équipée de 2 vannes automatiques placées sur la conduite d'alimentation et asservies à des capteurs de détection de gaz.
Les visites périodiques de l'installation devront être tracées.
Un contrôle des gaz rejetés devra être effectué.
- Article 39 - Stockage de produits phytosanitaires
Les produits phytosanitaires sont stockés de façon banalisée. La quantité stockée est toutefois très faible (de l'ordre d'une palette). L'exploitant devra placer ces produits conformément aux dispositions prévues à l'article 39 (emplacement spécifique).

Suites envisagées :

Lettre à l'exploitant pour lui rappeler les observations relevées lors de l'inspection.

Liste des documents établis suite à la visite :

Transmission au Préfet
Tableau des constats
Lettre à l'exploitant

Dijon, le 05 août 2010

L'inspecteur des installations classées,

SIGNE

Rémi MORGE